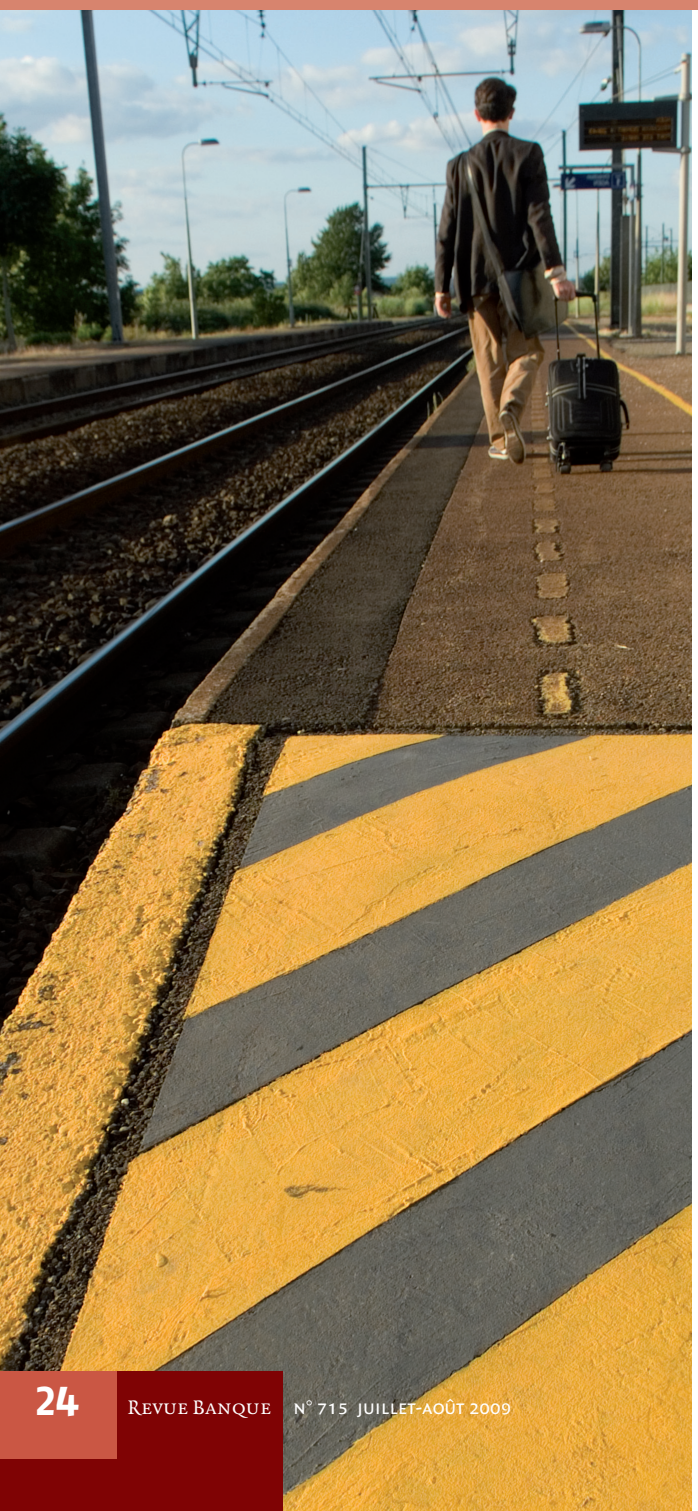
LES MIGRANTS

Comment peuvent-ils financer l'économie ?



Dossier réalisé par **Annick Masounave**

À l'heure où les pays émergents commencent à sentir les effets de la crise économique, les transferts financiers des migrants en direction des pays en développement dont ils sont originaires, bien qu'en baisse sensible (290 milliards de dollars en 2009, contre 305 en 2008), restent plus élevés que les flux de capitaux privés et l'aide au développement. Néanmoins, selon la Banque mondiale, cette baisse sera préjudiciable à de nombreux pays pauvres.

Les effets de ces flux financiers sur l'économie des pays en développement ne sont plus à prouver. Cependant, ces sommes sont essentiellement utilisées pour des dépenses de consommation, bien plus que pour de l'épargne et de l'investissement. La principale raison est le faible taux de bancarisation des populations locales.

Gouvernements, institutions financières internationales et acteurs du secteur privé cherchent à capter cette manne financière et à l'orienter vers l'économie réelle. La France a, par exemple, créé des livrets d'épargne co-développement, assortis d'avantages fiscaux, à destination des migrants. Le Maroc a récemment pris des mesures destinées à assurer la garantie des transferts d'argent. Ainsi que l'explique Henry Marty-Gauquié, représentant de la Banque européenne d'investissement (BEI) à Paris, "*plus on peut abaisser le coût du transfert, plus les migrants seront en mesure d'allouer une partie de leurs transferts au financement de l'économie, sans pénaliser la part incompressible qu'ils souhaitent réserver à la solidarité familiale*". Face aux coûts actuels des transferts (*encadré*), l'amorce d'une guerre des coûts grâce à de nouvelles unions, telles que l'Alliance des banques pour la Méditerranée, lancée en

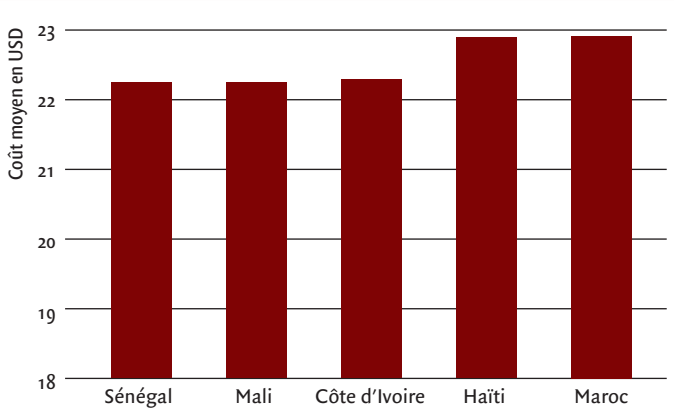
Photo de couverture **Quitterie de Fommervault**

“En 2005, **LES TRANSFERTS DE FONDS DES ÉMIGRÉS** étaient estimés à **232 MILLIARDS DE DOLLARS**, dont 72 % vers des pays en développement. [...] Les transferts de fonds ont une incidence sur les moyens d’existence des ménages comme sur les économies nationales. [...] Les transferts de fonds sont souvent utilisés pour la **CONSOMMATION** plutôt que pour investir. Dans de nombreux cas (soins de santé ou scolarité, par exemple), il est cependant fondé de considérer que ces dépenses sont **PRODUCTIVES**.” (Source : OCDE)

janvier 2009, laissent espérer, dans les années à venir, un financement plus important de l’économie.
Dans ce contexte, sociétés de transfert d’argent (STA) et banques entretiennent une relation ambiguë. Les premières disposent des infrastructures et du réseau de proximité ; les secondes, des agréments et des compétences métier nécessaires à l’exercice de la profession.
Sur le papier, la répartition des rôles semble évidente, mais leurs intérêts, divergents, rendent à terme la concurrence inévitable : les STA se rémunèrent sur les montants transférés, tandis que les banques, encore peu compétitives, cherchent à atteindre la gratuité des coûts pour accélérer la bancarisation des migrants, de leur famille, et distribuer des produits d’épargne, de crédit ou d’investissement. ■

A.M.

COULOIRS DE TRANSFERTS D’ARGENT LES MOINS CHERS À PARTIR DE LA FRANCE



Source : Banque Mondiale.

SOMMAIRE DU DOSSIER

→ Développement solidaire : une démarche “gagnant-gagnant”
Éric Besson, Ministre de l’Immigration, de l’Intégration, de l’Identité nationale et du Développement solidaire, p.26

→ Crédit du Maroc : se développer grâce aux migrants
Jamal Lemridi, Directeur général, Crédit du Maroc, p. 28

→ Flux financiers : le défi de la bancarisation
Henry Marty-Gauquié, représentant du groupe BEI à Paris, p. 30

→ L’Alliance des banques pour la Méditerranée
Michel Gonnet, Président du directoire d’Océor et président du comité directeur de l’Alliance des banques pour la Méditerranée, p.33

→ Sociétés de transfert de fonds : quel impact sur le développement économique ?
Jean-Georges Abomba, Directeur Afrique Centrale, Western Union, p.35